

Annonce de recrutement ref. jurphl-200723

Fonction : Juristes spécialisé.es en droit des étrangers

Nb. postes : 1

Le groupement

30 ans de lutte sur le terrain contre l'exclusion

Le Samusocial de Paris est un acteur central de la lutte contre l'exclusion. Aller vers, accueillir, soigner et héberger les personnes et les familles en grande précarité sont au cœur de ses missions depuis trente ans. Organisé en Groupement d'Intérêt Public, il fédère les énergies d'équipes de professionnel.les et de partenaires publics et privés, autour de valeurs communes : l'égalité entre tous les individus, la solidarité collective pour venir en aide à toute personne en situation d'exclusion, la dignité pour toutes et tous.

L'environnement

La mission JADE (Juristes pour l'Accès aux Droits des Etrangers) du Samusocial de Paris, composée de 12 juristes spécialisé.es en droit des étrangers, accompagne les personnes hébergées ou accueillies au sein des dispositifs gérés par le Samusocial de Paris, tant en hôtels sociaux qu'en structures d'hébergement (CHU, LHSS, LAM, etc.) ou d'accueil de jour (ESI, etc.). Le suivi juridique se fait de manière pluridisciplinaire, en complémentarité d'une équipe sociale exerçant au sein des différents dispositifs du Samusocial de Paris.

La mission

Les juristes de JADE ont pour mission de rencontrer toutes les personnes hébergées ou accueillies en situation irrégulière ou disposant d'un droit au séjour précaire et de les accompagner au mieux dans l'obtention d'un droit au séjour pérenne. Parallèlement, la mission JADE veille à sensibiliser et informer sur la thématique des droits des personnes étrangères et/ou précaires au sein du Samusocial de Paris.

Le poste

Pleinement intégré.e au sein de l'équipe, vous aurez pour mission :

- L'évaluation juridique des ressortissants étrangers pris en charge dans les dispositifs gérés par le Samusocial de Paris ;
- Le suivi juridique de ces personnes afin de leur apporter toutes les réponses possibles en vue de l'obtention d'un droit au séjour pérenne (asile et séjour) et de les accompagner dans de telles démarches (gestion de la phase pré-contentieuse et contentieuse, suivi et respect des délais, constitution des dossiers, accompagnement extérieur auprès des différentes institutions, etc.) ;
- L'élaboration de stratégies juridiques et l'alimentation de la veille juridique sur la thématique des droits des personnes précaires ;
- La participation aux réunions d'équipe juridique et l'échange régulier avec les équipes sociales référentes de parcours ;
- La prise de contact et le lien avec des avocats dans le cadre de procédures contentieuses ainsi que la réorientation au besoin vers les interlocuteurs adaptés à la situation (associations, permanences d'accès aux droits, etc.) ;
- L'élaboration d'outils et d'ateliers ayant trait aux droits des personnes étrangères à destination tant des personnes prises en charge que des équipes du Samusocial de Paris.

Vous interviendrez principalement en droit des étrangers (asile et séjour) et devrez également être capable de travailler dans d'autres matières (droit de la famille et des personnes, droit des prestations sociales, etc.).

Le Samusocial de Paris dispose de lieux d'entretien attenant à l'espace de travail des juristes et de lieux d'entretien au sein des structures d'accueil ou d'hébergement. En fonction des dispositifs et des situations rencontrées, le juriste sera amené à se déplacer régulièrement sur les lieux de prise en charge des personnes accompagnées.

L'expérience

Vous disposez d'une expérience de 2 ans dans le domaine du droit au séjour et de l'accès aux droits.

Les compétences

- Parfaite maîtrise du droit des étrangers et du contentieux administratif correspondant ;
- Intérêt pour les thématiques afférentes aux droits des personnes en situation d'exclusion (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.) ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Bon contact humain, sens de l'écoute et capacité d'« aller-vers » un public en situation d'isolement et de précarité ;
- Aptitude à travailler en équipe et dans l'urgence ;
- Aptitude à être force de position et à rendre compte à sa hiérarchie ;
- Réactivité, éthique, sens de l'organisation et rigueur juridique ;
- Maîtrise des outils bureautiques (Pack Office).

Le contrat

Nombre de postes :

Date de prise de poste envisagée : 18/09/2023

Type de contrat proposé : En tant que Groupement d'Intérêt Public (GIP), nous pouvons proposer les types de contrats suivants :

- CDD de 10 mois avec possibilité de CDI à l'issue du CDD pour un contractuel.

Statut du poste : Cadre au forfait jour avec acquisition de 20 RTT par an.

Rémunération et avantages :

Votre rémunération sera à partir de 2517 € bruts mensuels. À cette rémunération de base s'ajoutent la prime Ségur d'un montant de 241 € bruts mensuels ainsi qu'une indemnité spécifique d'activité de 150 € bruts mensuels.

Vous bénéficierez également :

- de tickets restaurant,
- d'une mutuelle attractive,
- d'une prise en charge de votre titre de transport à hauteur de 50% ;
- d'une possibilité de télétravail à haute de 2 jours maximum par semaine.

Le lieu d'activité principal sera le site Berlier (Paris 13). Des déplacements réguliers sont à prévoir dans Paris Intramuros et sa petite couronne (92 : Montrouge ; 93 : Noisy-le-Grand, Montreuil ; 94 : Ivry-sur-Seine).

Tous deux basés principalement sur le site Berlier (Paris 13), l'un des postes à pourvoir interviendra de manière hebdomadaire dans les structures basées en Seine-Saint-Denis (communes listées ci-dessous). Merci de préciser dans votre lettre de motivation si désirez postuler seulement à l'un des deux postes.

L'étude des candidatures aura lieu à partir de la mi-août et les entretiens de recrutement se tiendront à partir de la première semaine de septembre 2023.

Si vous êtes intéressé.e, merci de transmettre CV et lettre de motivation à Hélène CARRÉ, responsable juridique pour l'accès aux droits des étrangers, avant le 15 août 2023.